

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°358
5 Juillet 2024
ISSN 1245-0286

Intervention de la représentante du courant Front Unique à la Commission Administrative Nationale du SNCS, le 4 juillet 2024

Le Rassemblement National et ses alliés ont remporté une victoire incontestable au 1^{er} tour des législatives. Ils sont arrivés largement en tête avec 33 % des voix et 39 députés déjà élus.

Ils sont bien partis pour obtenir au moins la majorité relative à l'Assemblée Nationale.

Les autres partis de la réaction (principalement LR et Ensemble) ont obtenu à eux tous près d'un tiers des voix.

Nul doute que ce qui attend les travailleurs et la jeunesse, c'est un torrent de coups des plus violents pour détruire leurs acquis, pour attaquer l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, les libertés démocratiques, le droit de s'exprimer, de s'organiser.

Ce qui les attend, c'est une nouvelle amplification de la politique raciste, xénophobe, que Macron a déployé main dans la main avec le RN ces derniers mois et qui vise à faire des populations issues de l'immigration les boucs émissaires de la crise du capitalisme et du déclassé de l'impérialisme français.

Au soir du premier tour, Mélenchon a annoncé, au nom des chefs des partis du *nouveau Front Populaire* (PS, PCF, LFI, EELV, ...), que tous les candidats arrivés en 3^{ème} position avec le RN en tête devaient se retirer.

Dès le lendemain, les dirigeants de nos syndicats ont appelé « à faire barrage à l'extrême droite dans les urnes en votant dimanche pour les candidates et candidats les mieux placés pour battre l'extrême droite ».

À nouveau ils appellent au « front républicain » pour « faire barrage à l'extrême droite ».

La dernière fois, c'était il y a à peine deux ans. Macron a été réélu.

Depuis, jamais nos acquis et nos libertés n'ont été aussi violemment remis en cause. Jamais la violence à l'encontre du prolétariat d'origine immigrée n'a été aussi forte.

Le nombre de voix pour le RN est passé de 4,2 millions au premier tour des législatives de 2022 à 10,6 millions cette fois-ci.

Peut-on éteindre un incendie avec un lance-flammes ?

En effet, qui peut croire que l'« *extrême droite* » peut être battue en appelant à voter pour nos ennemis acharnés ?

Pour les ministres de Macron ?

- Darmanin, l'artisan de la loi immigration qualifiée par le RN de « *victoire idéologique* » et qui a accusé Marine Le Pen d'être « *trop molle* ». Qui a mené une politique brutale de répression systématique des mouvements sociaux, contre les militants syndicaux, lui qui a sur les mains le sang de jeunes gens tués par la police pour un simple « refus d'obtempérer » ?

- ou Élisabeth Borne qui a fait adopter la loi rejetée par des millions de travailleurs avec le 49-3 et qui au lendemain de l'adoption de la loi RN-immigration a déclaré qu'« *elle avait le sentiment du devoir accompli* » ?

Il faudrait voter :

- pour le LR Wauquiez, qui a mis en coupe réglée la région Auvergne-Rhône-Alpes, sabrant les budgets de la culture, des lycées publics au profit de l'enseignement privé etc. ?

- pour des députés Horizons qui ont voté cette loi RN-immigration et dont le chef Édouard Philippe plaide pour une réforme encore plus brutale contre nos retraites ?

Rappelons aussi, les exactions de ce gouvernement :

- à Mayotte, avec la destruction des habitats, le refus d'apporter l'eau aux populations précaires, les rafles des sans-papiers dans les salles d'attente des hôpitaux ce qui a permis la propagation du choléra ;

- et en Kanaky où la réforme du corps électoral a mis l'île à feu et à sang (et maintenant la déportation des militants de la CCAT).

Que conclure ?

Nul ne peut nier la gravité de la situation.

Alors il est plus que temps de tirer le bilan de la politique du « *front républicain* » qui mène à la déroute le camp des travailleurs et de la jeunesse.

Plus que jamais dans la période qui vient, ceux-ci vont avoir un impérieux besoin que leurs organisations syndicales se mettent à leur service pour les défendre, pour faire face aux attaques qui se préparent.

Et pour commencer, la responsabilité de leurs dirigeants est de réaliser l'unité sur un mot d'ordre clair :

- pas une voix pour les ennemis de travailleurs et de la jeunesse le 7 juillet !

- pas une voix pour le RN et ses alliés, ni pour les candidats macronistes, ni ceux de LR !

Motion :

Le 7 juillet, pas une voix pour les ennemis des travailleurs et de la jeunesse

Les résultats du 1^{er} tour des législatives confirment la progression massive du RN qui a marqué les européennes, le RN est arrivé largement en tête avec 33 % des voix et 39 députés déjà élus.

La CA du SNCS réunie le 4 juillet prend toute la mesure des menaces qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse – et tout particulièrement ceux d'origine étrangère –, sur tous leurs acquis, sur l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, sur les libertés démocratiques, le droit de s'exprimer, de s'organiser.

Elle ne peut pas considérer que ceux-là mêmes qui ont servi de marche pied au RN pourrait constituer un « barrage » contre lui.

C'est pourquoi la CA du SNCS-FSU se prononce au second tour, le 7 juillet, pour :

- pas une voix pour le RN, pour l'alliance RN-Ciotti, porteurs de programmes ultra-réactionnaires et des menaces les plus graves contre nos droits et libertés ;

- pas une voix pour les candidats LR qui ont poussé à l'adoption des mesures les plus réactionnaires (immigration, remise en cause du droit de grève, liquidation des régimes spéciaux etc.)

- pas une voix pour les candidats de Macron dont toute la politique violemment anti ouvrière a pavé le chemin du RN.

Elle lance un appel aux autres syndicats de l'ESR, aux confédérations syndicales ouvrières pour qu'ils se prononcent dans l'unité dans ce sens.

Pour : 2 / Contre : 29 / Refus de vote : 1